



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



LES MENACES SUD-AMERICAINES CONTRE LES ETATS-UNIS

Y a-t-il une réponse possible à une situation qui semble échapper aux Etats-Unis?

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Philippe ROSIUS
dans le cadre du séminaire « Etats-Unis »**

Directeur : Monsieur Nicolas Kessler

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les menaces sud-américaines contre les Etats-Unis :y a-t-il une réponse possible à une situation qui semble échapper aux Etats-Unis?
2. 2007-mémoire géopol-menaces latino-americaïnes-CC Rosius.doc
3. Capitaine de corvette, Marine Nationale, ROSIUS Philippe, France
4. 12 mars 2007
5. Division B – groupe B5
6. Mémoire de géopolitique
7. Les Etats-Unis font face à de nombreux problèmes dans leur relation avec l'Amérique Latine, en raison d'une situation économique difficile liée au sous-développement relatif du sous-continent, une forte émigration, une grande pauvreté parfois, mais aussi une menace sur les ressources. Ces problèmes peuvent en se conjuguant avec un climat sécuritaire difficile dû au trafic de drogue, aux guérillas, aux rébellions, et au grand banditisme de type maffieux, en se conjuguant également avec les problèmes sociaux liés aux populations indiennes, et enfin avec les problèmes d'instabilité chronique des régimes politiques sud-américains, constituer en s'accroissant des menaces sur la stabilité générale du continent et sur la stabilité interne des Etats-Unis. La réponse actuelle semble fondée sur les relations bilatérales avec le Brésil. Ses résultats réorienteront certainement la politique américaine mais toujours est-il qu'à l'heure actuelle, la question latino-américaine apparaît de nouveau comme une des préoccupations importante à Washington.
8. Etats-Unis, Amérique latine.

**Les menaces sud-américaines contre les Etats-Unis :
y a-t-il une réponse possible à une situation qui semble échapper aux Etats-
Unis?**

SOMMAIRE

**PREMIERE PARTIE : L'EMPRISE HISTORIQUE SUR LES RELATIONS
ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE LATINE**

La libération des tutelles européennes

La doctrine Monroe

La guerre froide

**DEUXIEME PARTIE : LES MENACES ACTUELLES CONTRE LES ETATS-
UNIS ET LEUR PREEMINENCE EN AMERIQUE LATINE**

Une forte instabilité politique, la révolution Bolivarienne

Le trafic de drogue

La pauvreté, facteur de déstabilisation sociale, économique et politique, et
d'immigration

Le Mercosur et le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Une puissance régionale émergente : le Brésil

Le danger sur l'implantation des entreprises américaines en Amérique latine

**TROISIEME PARTIE : DES RAISONS OBJECTIVES A CETTE
SITUATION**

Le paradoxe entre les doctrines de Monroe et de Wilson

L'expansion commerciale des Etats-Unis dans le continent

Soutien américain aux gouvernements anti-communistes

Défaut de compréhension du fait nationaliste sud-américain

Désenchantement après la phase de néolibéralisme.

Les facteurs aggravants

INTRODUCTION

Les Etats-Unis font face à de nombreux problèmes dans leur relation avec l'Amérique Latine, en raison d'une situation économique difficile liée au sous-développement relatif du sous-continent, une forte émigration, une grande pauvreté parfois, mais aussi une menace sur les ressources. Ces problèmes peuvent en se conjuguant avec un climat sécuritaire difficile dû au trafic de drogue, aux guérillas, aux rébellions, et au grand banditisme de type maffieux, en se conjuguant également avec les problèmes sociaux liés aux populations indiennes, et enfin avec les problèmes d'instabilité chronique des régimes politiques sud-américains, constituer en s'accroissant des menaces sur la stabilité générale du continent et sur la stabilité interne des Etats-Unis.

Il existe un certain nombre de réponses possibles, plus ou moins appropriées, qui peuvent permettre aux Etats-Unis de réduire une menace à leur frontière sud. Cette politique devrait conserver la prééminence des Etats-Unis sur le continent, mais avec un respect plus grand des identités nationales et de l'autonomie commerciale et politique sud-américaines. Actuellement, la menace sud-américaine n'est pas considérée comme très importante outre Atlantique et la Maison-Blanche est plus préoccupée par le terrorisme islamique que par la révolution bolivarienne ou les indiens du Chiapas. Néanmoins, la visite du président Ahmadinejad en Amérique du sud, les liens avérés entre le terrorisme international et le trafic de drogue, la démographie de l'Amérique Latine, le risque énergétique sur le pétrole ou le gaz vénézuélien devraient conduire les Etats-Unis à ne pas considérer le problème sud-américain comme mineur.

Nous étudierons dans une première partie les ressorts historiques de la prééminence des Etats-Unis en Amérique Latine, puis dans une deuxième partie, nous tenterons de lier entre elles les différentes menaces en provenance du sud du continent à l'encontre des Etats-Unis, et enfin dans une troisième partie nous dégagerons des raisons objectives à cette situation.

PREMIERE PARTIE : L'EMPRISE HISTORIQUE SUR LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE LATINE

1. La libération des tutelles européennes

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent leur indépendance en 1776 et finissent par se libérer de la tutelle coloniale en 1783 par le traité de Versailles, donnant l'exemple au monde américano-hispanique. Ils repoussent alors leur frontière jusqu'à la rive est du Mississippi, aux dépens de la Grande-Bretagne. Durant toute la période d'expansion territoriale des Etats-Unis, jusqu'en 1898, le Canada résiste aux pressions Yankees, descendant même jusqu'à Washington et réussissant à brûler la Maison-Blanche. Le territoire de l'Oregon, co-administré par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sera cédé au gouvernement américain en 1846.

Le reste du territoire américain sera conquis sur les Espagnols et les Mexicains. La Louisiane en 1803 sera vendue par la France par un jeu de traités, le jour même de sa cession par l'Espagne à Napoléon qui, malgré ses désirs d'expansion américaine, n'avait aucun moyen de la conserver dans l'Empire. Suivront ensuite la Floride en 1819, le Texas en 1845, la Californie en 1848 et l'Arizona en 1853. Dans chaque cas, le gouvernement américain, après une conquête militaire, a proposé un traité d'achat de ces territoires, traité systématiquement accepté par les parties adverses.



La guerre de 1898 qui verra la fin de la présence espagnole sur le continent américain, conduit à une quasi-annexion de Cuba et de Porto-Rico et confortera les Etats-Unis protestants dans une sorte de sentiment de supériorité sur le monde hispanique catholique.

2. La doctrine Monroe

Le fait de réfuter par principe toute intervention européenne sur un continent qui venait de gagner son indépendance est théorisé par le président Monroe en 1823. Au départ, il s'agit clairement d'une doctrine anticolonialiste et de libération des tutelles européennes. L'intervention Française au Mexique est ainsi très mal vécue par le gouvernement fédéral car il défiait ouvertement la doctrine Monroe en renouant avec les velléités françaises sur le continent américain. Dès la fin de la guerre de sécession, les armées américaines seront massées à la frontière mexicaine, et, combinées avec l'aide technique et financière à l'armée mexicaine, elles contribueront à faire tomber l'empereur Maximilien. Cet épisode contribuera à transformer une doctrine anticolonialiste en une doctrine impérialiste sur l'ensemble du continent, de manière progressive néanmoins, en concentrant les efforts d'abord sur la Caraïbe et l'Amérique centrale, puis en s'étendant vers le sud.

Le gouvernement américain n'eut de cesse par la suite de veiller sur son arrière-cour latino-américaine. Après la guerre de 1898, ils s'assurent en 1903 de la future zone du canal de Panama. Ils n'hésitent pas à intervenir militairement dans les états de la Caraïbe et de l'Amérique centrale, dès que l'instabilité politique de ces états menace les intérêts de leurs compagnies, en particulier ceux de l'United Fruit Company.

Ils interviennent également dès que leurs intérêts géostratégiques sont en jeu :

- Mexico : 1914 et 1916
- Cuba : 1898 et 1917
- Panama : 1908, 1912, 1918 et 1926 ;

sans s'interdire l'occupation de territoires étrangers :

- Panama : 1903-1999
- Nicaragua : 1912-1933
- Haïti : 1915-1935
- République Dominicaine : 1916-1924 ;

ni l'annexion lorsque cela est nécessaire :

- Porto Rico en 1898
- Les Iles Vierges en 1917.

Il s'agit alors de protéger les abords maritimes du Golfe du Mexique et ceux du canal de Panama, d'où l'installation de la Navy à Guantanamo Bay et l'achat des Iles vierges au Danemark en 1917 dont ils craignent de voir l'Allemagne se saisir.



Il ne reste, au lendemain de la première Guerre Mondiale que 3 puissances européennes à posséder encore des colonies en Amérique, essentiellement dans la Caraïbe : la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. La possession par des alliés de quelques îles et territoires continentaux ne faisant peser aucune menace géostratégique sur les États-Unis, on n'assistera à aucune tentative d'ingérence américaine dans les affaires de ces territoires. Même au cours de la deuxième Guerre Mondiale, les tentatives de contrôle sur les îles françaises des Antilles resteront assez symboliques.

3. La guerre froide

Dès 1947, les Etats-Unis et leurs alliés entrent dans la période de la guerre froide contre le bloc soviétique. Rapidement, l'Amérique latine deviendra un des théâtres de cet affrontement est-ouest. Les révolutions américaines ne sont pas un phénomène nouveau, mais dès lors le marxisme qui s'immisce dans le jeu politique continental contraint les Etats-Unis à intensifier leur impérialisme sur la région. Le gouvernement américain n'aura alors de cesse d'aider les mouvements contre-révolutionnaires sud-américains, de fortifier les régimes qui leur sont fidèles, et d'intervenir de façon plus ou moins directe pour faire échouer l'accession au pouvoir des partis de gauche et de centre-gauche.

La révolution cubaine de 1959 fait de ce pays un point de tension important au sein du continent. La victoire de Fidel Castro (au départ aidé par les Etats-Unis) sert de détonateur et encourage l'apparition de mouvements révolutionnaires marxistes en Amérique Latine. Dans les années 1960, se répandent les idéaux de « lutte révolutionnaire » et se créent des mouvements de guérilla castro-guévaristes ou trotskistes, pour certains liés aux partis communistes, ou anti-impérialistes, voulant renverser les régimes en place. Che Guevara tente d'exporter la révolution cubaine en mettant en place des foyers insurrectionnels « focos » qui vont cependant échouer. Il fait une telle tentative en Bolivie, où il meurt en 1967. Le Brésil, le Chili, l'Uruguay connaissent des guérillas principalement urbaines. En République Dominicaine, de nombreux foyers marxistes sont ensuite mis en échec par la dictature de Trujillo. Les guérillas sont généralement défaites, elles ne parviennent pas à rallier les paysans et les nombreuses scissions au sein de ces mouvements les affaiblissent. Les Etats-Unis jouent un grand rôle dans la défaite des mouvements marxistes :

- au Guatemala en 1954, ils appuient le coup d'état du colonel Armas ;
- le coup d'état de 1964 en Bolivie met fin au pouvoir du mouvement nationaliste révolutionnaire ;
- les coups d'état « préventifs » au Brésil en 1964, en Argentine en 1962 et 1966, au Pérou en 1962 et 1968, en Equateur, au Guatemala, en République Dominicaine et au Honduras en 1963, au Panama en 1968 et au Chili en 1973 procèdent de la même logique et seront tous aidés par l'armée américaine et la CIA (plus ou moins ouvertement).

Le Nicaragua fait exception. Le mouvement sandiniste accède au pouvoir en 1979, mais malgré les interventions de la CIA entre 1982 et 1988, Daniel Ortega restera au pouvoir jusqu'aux élections libres de 1990 (et pour y revenir en 2006 !).

Les nombreuses tentatives d'élimination du régime castriste, voire de Fidel Castro lui-même, ont toujours avorté. Il semblerait que les Etats-Unis ne soient contraints d'attendre la mort naturelle du « lider maximo » pour intervenir à nouveau dans la politique intérieure cubaine. La fin de la guerre froide n'a pas résolu le problème de Cuba, le Venezuela ayant pris le relais de l'Union Soviétique dans son aide économique et la succession « de facto » de Fidel Castro par son frère Raul risque de faire durer le problème cubain encore de nombreuses années.

DEUXIEME PARTIE : LES MENACES ACTUELLES CONTRE LES ETATS-UNIS ET LEUR PREEMINENCE EN AMERIQUE LATINE

1. Une forte instabilité politique

Dans les années 1980, deux transitions ont lieu en Amérique latine : le passage du pouvoir des militaires aux civils et le changement de modèle de développement économique. Les démocraties qui s'installent ont comme défis de gérer la crise économique existante et de réduire la pauvreté. Néanmoins, les pratiques clientélistes sont encore très présentes, les réformes néolibérales affaiblissent les états, les partis politiques ne fonctionnent pas de façon satisfaisante, et les indicateurs de précarité sont à la hausse pour la majorité des Latino-américains.

En effet, depuis les années 1980, le rétablissement de la démocratie en Amérique latine n'a pas débouché sur une amélioration des conditions de vie de la majorité de la population et les efforts pour améliorer les institutions publiques et le respect des droits fondamentaux n'ont guère été couronnés de succès. Les gouvernements demeurent faibles en raison d'une insuffisante légitimité électorale, n'assurant ni stabilité, ni capacité à diriger. Depuis la crise brésilienne de 1992 avec la démission du président de la république Fernando Collor de Mello accusé de corruption, d'autres pays d'Amérique latine ont traversé des phases d'instabilité politique.

La politique américaine a une responsabilité importante et contradictoire dans la transition démocratique sud-américaine. Pendant les années 1970, alors que la répression des opposants aux régimes militaires s'intensifie, la politique de défense des droits de l'homme en Amérique Latine a le soutien du président Jimmy Carter. En 1977, il annonce la signature par les Etats-Unis de la Convention américaine des droits de l'Homme. Il réduit l'aide économique accordée aux gouvernements militaires en Argentine et en Uruguay, ainsi que l'assistance à plusieurs pays. En visite dans la région, Jimmy Carter et des membres de son administration rencontrent ouvertement des leaders des différentes oppositions.

A l'inverse cependant, le président Carter prend des mesures de soutien aux régimes autoritaires afin de défendre certains intérêts économiques et d'assurer la résistance

contre l'idéologie marxiste. Ainsi, Jimmy Carter approuve une aide militaire de 2,5 milliards de dollars au dictateur nicaraguayen Somoza.

Toutefois, les régimes autoritaires ne déplaisent pas aux Sud-américains. Un sondage de 2004 réalisé par l'institut de sondages Latinbarometros montre que plus de 60% des populations pense « qu'un gouvernement qui utiliserait la manière forte [serait] le bienvenu ». Parallèlement, à la question « la façon de voter peut-elle changer les choses ? », 60% des sondés donnent une réponse positive. Ces deux facteurs expliquent en partie l'instabilité politique chronique régionale.

La stabilité politique repose essentiellement sur la figure du président de la république. Les enquêtes de Latinbarometros montrent que la confiance dans les élites est bien inférieure à celle accordée aux gouvernements, elle-même bien inférieure à la confiance envers les présidents. L'exemple de l'Argentine est emblématique : en 2005, 18% des sondés avaient confiance dans les partis politiques contre 42% dans le gouvernement et 62% dans le président Nestor Kirchner. Lorsque la figure du président s'effondre, les institutions ne disposent plus de support. Le cas de l'Equateur est révélateur de cette situation. Depuis 1996, 9 présidents se sont succédés alors que le mandat présidentiel est normalement de 4 ans. Dans cette période le record de durée est tenu par Gustavo Noboa qui est resté 3 ans au pouvoir, le record de rapidité est détenu par Abdala Bucaram qui n'est resté que 6 mois au pouvoir et qui a été destitué « en raison d'une incapacité mentale et physique constatée par le congrès » (Art 100 de la constitution de l'Equateur de 1979) faute d'avoir trouvé une raison plus valable. Le mouvement de la révolution bolivarienne s'inscrit dans ce mouvement général Sud-américain à la fois populiste et autocratique.

2. La révolution Bolivarienne

Le mouvement actuel de la révolution Bolivarienne est dirigé par le disciple autoproclamé de Simón Bolívar le président vénézuélien Hugo Chávez Frías. Ce mouvement qui se proclame révolutionnaire et populaire s'inspire à la fois de Simón Bolívar, libérateur des colonies espagnoles d'Amérique du sud, de la doctrine catholique, des doctrines marxistes et de leur application castriste, et tente de réveiller le sentiment nationaliste andin et sud-américain. Depuis son élection en 1998, M. Chávez a réussi à étendre son mouvement dans le sous-continent avec un

certain succès : après la Bolivie en décembre 2005, c'est au tour de l'Équateur et du Nicaragua fin 2006 de rejoindre le camp des gouvernements Bolivariens avec la bénédiction de Cuba et une certaine sympathie des pays socialistes d'Amérique Latine : Brésil, Argentine, Chili et Uruguay. Il s'en est fallu de peu en 2006 que le Pérou ne bascule également, M. Ollanta Humala faisant un score très honorable au deuxième tour des élections présidentielles. Depuis la chute de l'Union Soviétique, on pouvait croire les doctrines révolutionnaires anachroniques et réservées aux discours de Fidel Castro ou de Kim Jong Il. Ce retour des discours révolutionnaires est aussi surprenant qu'inattendu dans la zone d'influence historique des États-Unis. La révolution Bolivarienne n'est pas simplement un mouvement nationaliste fondé légitimement sur des questions économiques et sociales internes engendrées par des années de négligence et de corruption de la part d'élites souvent alliées des États-Unis, elle est aussi réellement un mouvement révolutionnaire voulant changer la société en profondeur, et susceptible de devenir une menace pour la stabilité régionale, voire pour le continent américain dans son ensemble.



L'engagement Bolivarien d'Hugo Chávez ne date pas de son élection comme président du Venezuela en 1998 mais est ancré bien plus profondément dans ses convictions et bien que militaire de carrière, M. Chávez n'a pas toujours fait preuve

d'un grande loyauté à l'égard de son gouvernement. Dès 1977, comme lieutenant, il conspire avec des camarades officiers subalternes et fonde l'Armée des Peuples Bolivariens du Venezuela qui n'effectue aucune action mais qui jure d'être prête pour le jour de la Révolution. En 1992, comme commandant, il dirige un coup d'état qui échoue contre le gouvernement corrompu du président Carlos Andrés Pérez. Après avoir passé deux ans en prison, il est libéré et amnistié par le président Rafael Caldera. Il met alors toute son énergie à préparer les élections présidentielles futures qu'il remporte en 1998.

Certaines des aspirations populaires qui soutiennent l'idéologie de la révolution Bolivarienne sont légitimes et la réussite de M. Chávez est d'arriver à concilier toutes les facettes de sa politique. Travailleur infatigable, indéniablement cultivé, son amour du peuple n'est pas feint et il souhaite réellement l'éduquer. Mais cela n'est pas suffisant pour lui, la réforme en profondeur de la société andine passe aussi par l'affirmation de l'indépendance de l'Amérique du sud face à la volonté de contrôle de la région par toute puissance en général, mais surtout, et en particulier, par les Etats-Unis. De plus, les « oligarchies corrompues » qu'il combat ont généralement été dans le passé les alliées très proches des Etats-Unis dans leur guerre contre le communisme et si les Américains du nord ont tendance à oublier cet élément, la mémoire sud-américaine est encore vive.

Jusqu'à présent, M. Chávez en est resté au stade des discours contre les Etats-Unis. Quelques diplomates accusés d'espionnages ont été renvoyés chez eux, mais aucune mesure économique forte n'est réellement venue perturber le jeu américain dans le continent. Sur le plan économique, le MERCOSUR n'a pas les résultats escomptés et l'ALBA (alternative Bolivarienne pour les Amériques) regroupant Venezuela, Bolivie et Cuba n'est pas encore une alternative crédible. Dans le domaine politique en revanche, alors que l'attention de Washington est retenue au Moyen-Orient, Caracas réussit son OPA révolutionnaire sur l'Amérique latine.

M. Chávez a toujours respecté les lois de l'économie de marché, mais s'il peut entraîner une grande partie du continent derrière lui, il y a là un risque de changement d'attitude du président vénézuélien. La seule menace d'une rupture dans les livraisons pétrolières aux Etats-Unis créerait une tension très forte dans la zone des Caraïbes, des tentations interventionnistes américaines et certainement une déstabilisation du commerce mondial en raison de la menace dans la zone à l'ouvert

du canal de Panama et de ses répercussions sur le marché pétrolier mondial. Or M. Chávez est connu pour son imprévisibilité, et son sentiment de puissance pourrait lui faire perdre le sens de la mesure. La révolution Bolivarienne présente donc un risque fort de menace contre la stabilité régionale dans la zone d'influence des Etats-Unis, elle est un facteur de désordre dans le fonctionnement de l'économie mondiale et pourrait représenter un danger pour la stabilité du monde si Hugo Chávez, poussé par ses succès et une fois élu président à vie, s'accordait à lui-même un destin supérieur à celui de Bolívar. Sa dernière décision en janvier 2007 de nationaliser le téléphone et l'électricité ne laisse pas prévoir un avenir stable dans les relations américano-vénézuéliennes.

3. Le trafic de drogue

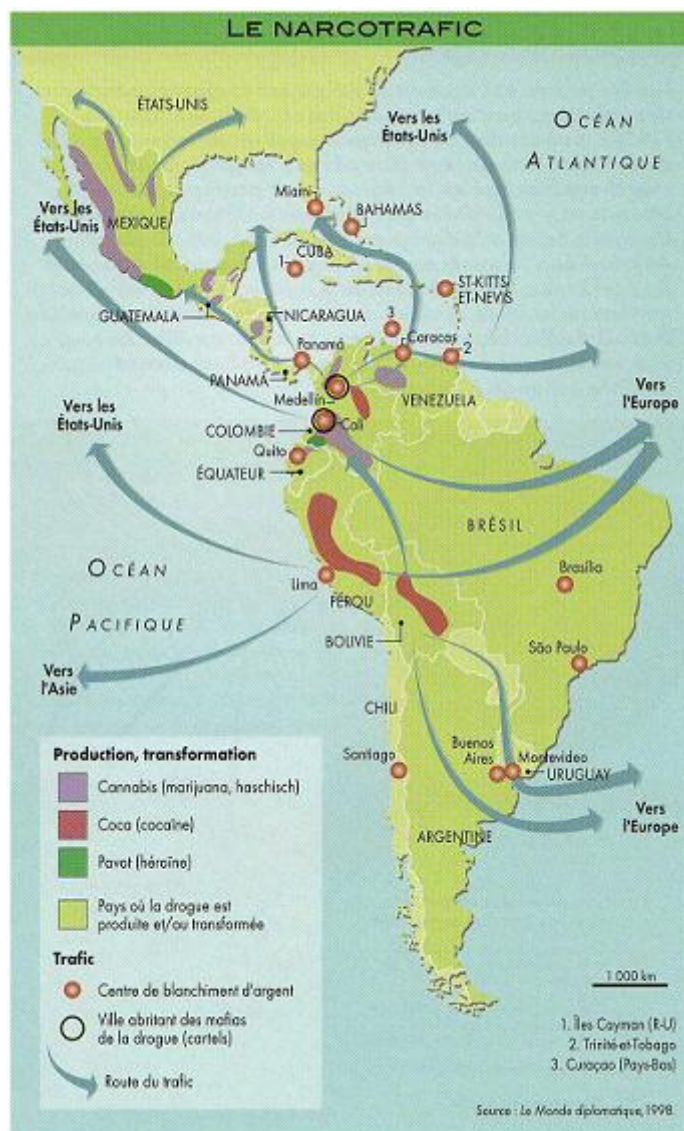
La Colombie produit chaque année entre 1200 et 1300 tonnes de cocaïne, une centaine de tonnes d'héroïne et du cannabis en quantité négligeable au regard de son chiffre d'affaires.

Les mécanismes de la production et de la vente de la cocaïne peuvent être simplifiés ainsi : la Bolivie, le Pérou et la Colombie produisent la quasi totalité de la coca. Cette coca est transformée en cocaïne en Colombie et la drogue à destination des Etats-Unis est ensuite exportée via le Mexique, la Caraïbe et le Venezuela. Les Etats-Unis reçoivent chaque année environ 700 tonnes de cocaïne sur leur territoire. L'Europe subit quant à elle une importation d'environ 350 tonnes chaque année, le reste de la production est réservée au marché local ou disparaît des statistiques (qui font toujours l'objet de débats d'experts). Le transit de l'héroïne est à peu près similaire et le cannabis, qui nécessite moins de transformation est également exporté par des filières plus artisanales.

En ne considérant que la cocaïne qui se revend entre 70 et 100 dollars le gramme sur la marché américain et occidental, le chiffre d'affaires annuel est estimé entre 90 et 100 milliards de dollars, soit l'équivalent du PNB de la Colombie !

Ce trafic étant majoritairement à destination des Etats-Unis, ils imposent en réaction aux pays producteurs des politiques antidrogue, ayant pour objet d'éliminer ainsi l'offre dans leur pays sans se préoccuper de traiter la demande. En Colombie, les grands cartels de Medellin ou de Cali ont été démantelés et leurs réseaux affaiblis par la disparition des frères Orejuelas et de Pablo Escobar. Depuis 2002, les présidents

Bush et Uribe coopèrent pour mettre en œuvre une politique sécuritaire visant à la fois à détruire les cultures et à combattre les forces irrégulières, paramilitaires et guérillas. Ces stratégies n'ont eu qu'un effet limité. Les trafiquants contrôlent toujours de larges portions du territoire et font vivre de nombreuses familles pauvres, et toute une économie parallèle.



Dans les années 1990, la stratégie américaine en Bolivie a tenté de remplacer la culture de la coca par celle du café. Les Etats-Unis ont presque réussi à ne laisser subsister que la culture traditionnelle des indiens. Mais lorsque le cours du café s'est effondré sur les places financières, le gouvernement américain a laissé faire la loi du marché, sans subventionner les producteurs de café boliviens, qui l'année suivante, ont replanté la coca pour survivre...

L'implication de Washington dans la lutte contre le narco-trafic a été relancée depuis le 11 septembre 2001 et par la découverte de liens réels entre le trafic de drogues et le terrorisme international. Certes il convient de relativiser ces liens, les cartels et les islamistes ne forment pas une grande communauté anti-américaine et leurs idéologies sont assez dissemblables. Néanmoins, il y a parfois des convergences d'intérêt. En effet, des terroristes de l'IRA ont été arrêtés en 2003 par l'armée colombienne. De plus, les implantations du Hezbollah sur l'île vénézuélienne de la Margarita, du Jihad Islamique à Trinidad, d'un fort parti musulman à la Grenade et d'une importante diaspora syrienne à Saint-Martin peuvent faire craindre (par le simple fait de leur proximité) une collusion d'intérêts entre les réseaux terroristes et les trafiquants. En outre, la présence dans la Caraïbe de paradis fiscaux comme St Christophe et Nievès (St Kitts), Curaçao dans les Antilles Néerlandaises ou Antigue (Antigue et Barbude) facilitent les transferts de fonds qui sont avérés depuis 2001.

C'est cette raison qui a conduit les Etats-Unis à modifier le terme de « narco-trafficking » par celui de « narco-terrorism ». Certes, cette modification sémantique est exagérée dans le cas général, mais elle traduit la prise en compte d'une menace qui dépasse le cadre strict de la santé publique et de la stabilité économique du continent.

4. La pauvreté, facteur de déstabilisation sociale, économique et politique, et d'immigration vers les Etats-Unis

L'Amérique Latine est le continent où les inégalités sont les plus marquées au monde. La région se caractérise par de très forts écarts de niveau de vie, perceptibles à différentes échelles : entre les pays, à l'intérieur des pays et à l'intérieur des grandes villes. A ces trois niveaux, le même phénomène se répète : les activités économiques les plus performantes se concentrent dans certains pays, dans certaines régions d'un même pays, et dans certaines zones d'une même agglomération. Cette localisation fait alors varier le revenu par habitant : les pays, régions ou zones urbaines les plus dynamiques sont ceux qui ont le PIB par habitant le plus élevé.

Le revenu par habitant est très hétérogène sur le continent. Si la moyenne continentale est d'environ 3300 dollars, il existe de fortes disparités entre les extrêmes : 5920 dollars au Mexique et 5960 dollars à Trinité-et-Tobago pour les pays les plus riches, contre moins de 1000 dollars en Haïti (414\$), au Nicaragua (755\$),

au Guyana (840\$), en Bolivie (900\$), au Paraguay (916\$) et au Honduras (965\$) selon les chiffres de 2005. Ces revenus sont à mettre en perspective avec les 37600 dollars de revenu par habitant aux Etats-Unis.

On peut répartir les pays d'Amérique Latine en quatre grandes catégories en fonction de leur PIB par habitant.

PIB par habitant très élevé	Mexique, Trinité-et-Tobago
PIB par habitant élevé	Argentine, Chili, Costa-Rica, Panama, Uruguay, Venezuela
PIB par habitant moyen	Brésil, Colombie, Equateur, Salvador, Guatemala, Pérou, Belize, Cuba, République Dominicaine, Jamaïque, Suriname
PIB par habitant faible	Bolivie, Paraguay, Nicaragua, Honduras, Haïti, Guyana

Cette géographie dessine des zones de pauvreté (l'Amérique centrale et les Andes), correspondant à des économies peu dynamiques, handicapées par des taux de croissance démographique relativement élevés. Dans les zones de relative prospérité (le cône sud surtout), l'industrialisation et l'urbanisation vont de pair avec une fécondité plus modeste. Quelques pays font figure d'exceptions, comme le Costa-Rica et le Panama, pays traditionnellement les plus développés d'Amérique centrale. Les progrès réalisés demeurent éminemment fragiles. La crise économique argentine de 2001 a, par exemple, fait reculer les indices de développement du pays et d'une partie du continent de plus de cinq ans en arrière. Dans l'ensemble, l'Amérique Latine reste une « classe moyenne » mondiale, aux progrès très lents par comparaison à l'Asie.

Les pays latino-américains présentent également de très fortes disparités régionales en termes de PIB par habitants, correspondant à de fortes asymétries de développement. Dans de nombreux pays, les principales activités économiques se concentrent dans peu de régions.

Le Mexique est un bon exemple. Les états du nord, situés tout au long de la frontière avec les Etats-Unis, concentrent l'essentiel des activités économiques. Si le PIB par habitant était de 6060 dollars en 2003, la différence entre le nord, la capitale et le

reste du pays est très élevée. La ville de Mexico connaît le revenu par habitant le plus élevé (22 000 dollars en 2002) et à l'autre extrême, le revenu par habitant au Chiapas (état du sud-ouest) n'était que de 3600 dollars. Au sein même de la ville de Mexico, il existe des différences très importantes. Dans la municipalité de Benito Juarez, le revenu par habitant était de 29650 dollars en 2002 contre 8400 dollars dans la municipalité de Tlahuac.

Les mêmes disparités se retrouvent au Brésil, où le PIB par habitant des états les plus pauvres représente un dixième de celui des plus riches. Le triangle Sao Paulo, Belo Horizonte, Brasilia a été ainsi comparé à une Belgique au milieu de l'Inde.

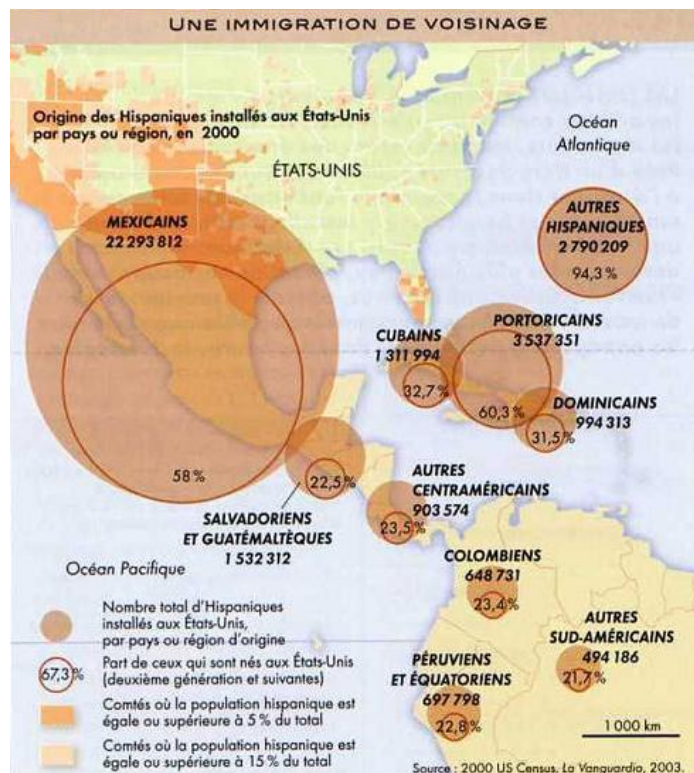
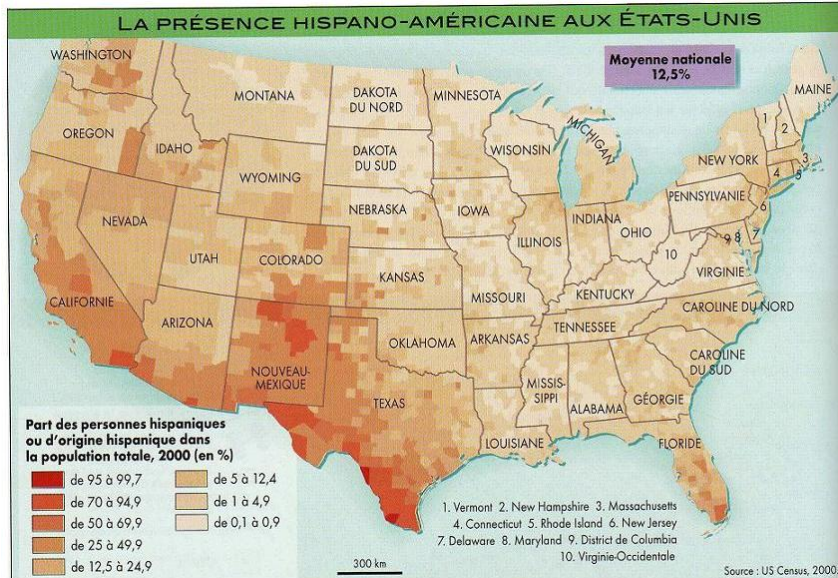
Si l'on ajoute ces grandes disparités entre le nord et le sud du continent, et au sein même du sud du continent au fait que plus de la moitié des américains habitent au sud du Rio Grande (environ 550 millions de sud-américains contre 300 millions d'Américains des Etats-Unis et 32 millions de Canadiens) on comprend mieux pourquoi, après avoir été longtemps une terre d'immigration, l'Amérique Latine est devenu un réservoir d'émigration principalement à destination des Etats-Unis.

Le premier facteur à retenir dans le domaine social est le taux de croissance démographique qui est l'un des plus élevé au monde après l'Asie méridionale et l'Afrique quoique ayant tendance à baisser depuis une vingtaine d'années. Il est également très diversifié puisqu'il va de 0,33% par an à Cuba jusqu'à 2,57% au Guatemala en passant par 1,06% au Brésil, 1,17% au Mexique et 0,98% en Argentine. La population du sous-continent continue donc à progresser à un rythme modéré mais stable en moyenne.

La tendance générale est à l'inversion des flux migratoires vers et en provenance de l'Amérique Latine, au point de provoquer des réactions de la part des Etats-Unis pour tenter de maîtriser l'immigration vers leur territoire.

Le pôle d'attraction que constitue l'Amérique du nord est une évidence partagée par tous les latino-américains et plus fortement par ceux d'Amérique centrale et des Caraïbes que par ceux du cône sud. Les hispaniques constituent aujourd'hui la première minorité par ordre d'importance aux Etats-Unis. On évalue leur nombre à 41 millions, c'est-à-dire davantage que la minorité noire traditionnelle. Et ils continuent de franchir le Rio Grande au rythme d'environ 1 million par an dont 600 000 clandestins selon les statistiques officielles malgré les mesures restrictives prises

à Washington dans le cadre de « l'Immigration reform and control act » de 1986. Après que les Portoricains qui bénéficient du statut de membres d'un état libre associé aux Etats-Unis eurent investi les quartiers de l'ouest de la ville de New York, et que les Cubains eurent fui le régime castriste pour s'installer principalement à Miami, ce sont les Mexicains suivis par les ressortissants des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes qui constituent aujourd'hui l'essentiel de l'immigration légale ou illégale aux Etats-Unis.



L'émigration ne constitue pas uniquement une perte pour les pays de l'Amérique Latine car elle est la source de transferts qui se chiffrent en milliards de dollars annuellement, d'une partie des salaires des travailleurs à leurs familles restées dans leurs pays d'origine. Autant de devises qui viennent réduire le déficit généralisé de la balance de paiements courants notamment au Mexique qui encaisse environ 15 milliards de dollars de « remesas » par an qui font vivre des millions de personnes selon une étude du fond monétaire international (FMI). Elle contribue aussi à améliorer l'influence hispanique sur le plan politique dans les régions du sud et de l'ouest des Etats-Unis, comme au Nouveau-Mexique dont 42% de la population est hispanique, y compris son gouverneur. Il faut également mentionner sur le plan culturel l'attrait des grandes universités américaines pour les étudiants du sous-continent qui préfèrent désormais suivre leurs études à Harvard et à Princeton plutôt qu'à Madrid ou à Lisbonne et dont un certain nombre trouve à l'issue de leur formation des emplois qui les conduisent à s'installer définitivement aux Etats-Unis.

Les services chargés de l'immigration aux Etats-Unis publient à intervalles réguliers des statistiques sur les entrées autorisées d'étrangers sur le territoire américain en application du système des quotas. La dernière fait état de 345 000 Mexicains, de 22 000 haïtiens (considérés comme hispaniques bien que d'origine francophone et africaine), de 22 000 Salvadoriens, de 24 000 Nicaraguayens, de 20 000 Cubains, de 17 000 Dominicains et de 16 000 Jamaïcains (eux aussi considérés comme hispaniques bien qu'anglophones et d'origine africaine).

Près de la moitié des immigrants aux Etats-Unis viennent du continent. Sur la décennie 1990-2000, 24% des immigrants proviennent du Mexique (soit 2,3 millions de personnes), 10% des Caraïbes, 5% d'Amérique centrale et 5% d'Amérique du sud, soit un total de 4,3 millions de personnes entrés légalement sur le territoire américain.

5. Le Mercosur et le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay ont créé en 1995 le marché commun du cône sud, la plus importante zone économique de l'Amérique du sud avec une population qui s'élève à 225 millions d'habitants et un PIB cumulé de 723 milliards de dollars en 2004. Il se présente comme ayant deux économies dominantes et deux

autres qui ont longtemps négocié avant de se mettre d'accord sur le texte du traité d'Asunción en 1991, puis sur ses modalités d'application. L'idée fondamentale était de libéraliser progressivement les échanges commerciaux afin de parvenir à une union douanière avec un tarif extérieur commun. Le Chili et la Bolivie devaient devenir membres associés du Mercosur, ce qui ne les engage guère sur le plan de la prise de décision au sein de ce dernier.

Ses fondateurs avaient aussi choisi il y a plus de dix ans de dépasser à terme le stade d'une zone de libre-échange pour promouvoir une véritable union économique reposant sur une politique commerciale commune ainsi que la libre circulation des services et des capitaux aussi bien que des marchandises. Leur modèle était à l'évidence la Communauté Economique Européenne avec laquelle un accord de coopération devait être signé.

Les premières années d'Application du traité d'Asunción ont été saluées avec enthousiasme par les dirigeants du cône sud avec en outre l'idée sous-jacente de combattre l'influence des Etats-Unis dans la région en nouant des liens commerciaux privilégiés avec les pays des autres régions du monde.

Mais ces perspectives ont été contrariées par le refus de l'Union européenne de modifier sa politique agricole, mais également par le triplement du taux du dollar en pesos argentins alors qu'il restait à peu près stable en reales, en guaranis et en pesos uruguayens.

La forte croissance actuelle en Argentine et au Brésil est due à l'essor des exportations vers l'outre-mer en volume et en valeur du fait de la hausse des prix des matières premières et non plus des échanges entre les pays membres. Le Venezuela est membre du Mercosur depuis le 1^{er} janvier 2006. Cette nouvelle adhésion peut donner une nouvelle impulsion politique au traité d'Asunción et lui redonner les espérances de 1991. Ce tournant politique devrait ancrer certainement le Mercosur dans un rôle d'opposition commerciale aux Etats-Unis.

Le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLAE) pour sa part est parti de Washington pour des raisons politiques autant que commerciales. Il s'agissait de créer une zone de libre-échange avec tous les pays du continent à l'exception de Cuba, en regroupant un marché gigantesque en termes de populations, de revenus,

d'échanges commerciaux et d'investissements mais dont la réalisation se heurte depuis le début à des grandes difficultés.



Les réunions au sommet de Miami en 1994, de Santiago en 1996, de Québec en 2001 et de nouveau à Miami en 2003 avaient jeté les bases de la création d'une telle zone à l'horizon 2005. Le délai est passé sans que la ZLEA ait vu le jour. L'avant-projet a minima qui avait été approuvé par 34 pays prévoyait l'ouverture de négociations bilatérales et sous-régionales comme autant d'étapes dans la voie qui avait été tracée : elles ont abouti en Amérique centrale mais pas en Amérique du sud. Le Brésil, l'Argentine et le Venezuela sont ouvertement défavorables à cette forme d'expansion de l'association de libre-échange Nord-américain (ALENA) à l'ensemble du continent pour des motifs économiques et politiques. Ils redoutent d'une part de voir l'influence déjà omniprésente des Etats-Unis s'en trouver renforcée, et ils font observer d'autre part que la ZLEA ne contribuerait pas nécessairement au développement des pays membres en citant comme exemple le Mexique dont le taux de croissance est inférieur à ceux de leurs trois pays et dont le

revenu par tête d'habitant n'a augmenté que de 12% depuis 1995 contre 22% aux Etats-Unis. En d'autres termes, ce seraient ces derniers qui bénéficieraient au premier chef de la formation d'une zone panaméricaine. Celle-ci rencontre aussi l'opposition des syndicats et de certains lobbies à Washington, comme lors de la création de l'ALENA, qui craignent des délocalisations en Amérique du sud et des pertes d'emploi au nord. Il reste que les latino-américains hésitent entre les avantages d'une ouverture plus grande du marché américain à leurs produits et ce qu'un économiste argentin a déclaré être une « réactualisation de la doctrine Monroe » pour interdire les pays d'outre-mer de s'ingérer dans le pré carré qu'est le continent pour Washington.

La proposition vénézuélienne d'alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) repose sur une renaissance par une intégration « fondée sur la justice et la solidarité ». Hugo Chavez prévoit la création d'un géant pétrolier latino-américain, Petroamérica, et souhaite installer le « mégaduc du sud », un immense gazoduc de 10 000 km de long, qui permettra à la Bolivie et au Venezuela d'alimenter les principaux marchés du cône sud. Le développement des interconnexions régionales se traduira par une plus grande efficacité économique, le but étant de créer un marché régional autosuffisant. L'ALBA n'est encore qu'une proposition, mais la coopération énergétique peut devenir un accélérateur de l'intégration régionale en excluant les Etats-Unis du jeu.

6. Une puissance régionale émergente : le Brésil

Paradoxalement, dans une Amérique Latine surtout hispanophone provenant de colonies espagnoles, la puissance régionale est l'unique pays lusophone. Le Brésil, cinquième plus grand pays par sa superficie et sa population, avec un PIB représentant environ les deux tiers de celui de l'Amérique du sud et le douzième du monde, est considéré comme une grande puissance économique régionale et globale. Le début du XXI^e siècle voit le Brésil se consolider en tant qu'acteur mondial, en partie grâce à son rôle au sein de l'organisation mondiale du commerce (OMC) et à sa participation constante aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Leader du marché commun du sud (MERCOSUR), le Brésil a pris la tête d'un combat pour une mondialisation plus conforme aux intérêts des pays en développement, ce qui le conduit à maintenant s'opposer aux volontés américaines dans ce domaine.

Le Brésil est longtemps resté l'allié des Etats-Unis. Il participe ainsi à la conférence de San Francisco en 1945 fondatrice de l'ONU. Dans les années 1960, le régime militaire au pouvoir se rapproche encore des Américains et participe à la lutte contre le communisme pendant la guerre froide. Depuis la chute de l'Union Soviétique et le retour à la démocratie, le Brésil favorise une politique d'intégration régionale et diversifie sa diplomatie. Son opposition aux Etats-Unis se place dorénavant sur le terrain du commerce.

Le Brésil peut être considéré comme un « global trader » en raison de la diversification de son commerce extérieur. Le pays s'est rapidement ouvert dans les années 1990, la part du commerce extérieur dans le PIB passant de 13% à 25% de 1998 à 2003. Le principal produit d'exportation du pays, le minerai de fer, compte pour moins de 8% du total des exportations. Le Brésil exporte maintenant à parts égales vers les Etats-Unis, l'Europe et l'Amérique latine, et commence à se tourner vers l'Asie. Le Brésil exporte à présent des produits manufacturés et ne dépend plus de ses matières premières.

Au sein de l'OMC, le Brésil cherche à contraindre les pays riches, et principalement les Etats-Unis, à démanteler leurs dispositifs protectionnistes dans le domaine agricole. En vue de la réunion de Cancun en 2003, le Brésil, avec l'Inde, prend la tête du groupe des 20 (G20), qui réunit des pays en développement partageant ces préoccupations. Leur activisme se manifeste par le blocage des négociations au sein de l'OMC, notamment lors de la conférence de Hongkong en décembre 2005. Il prend également d'autres initiatives visant à consolider un axe sud-sud dans le cadre de la mondialisation.

Mais il sait aussi défendre ses intérêts propres, en gagnant de nombreux litiges, contre les cotonniers nord-américains par exemple en 2005. Le tableau de la page suivante dresse la liste des plaintes du Brésil contre les Etats-Unis dans le seul cadre de l'OMC entre 1995 et 2002.

Avril 1995	Normes concernant l'essence	Victoire du Brésil
Janvier 2001	Code des brevets des Etats-Unis	En cours
Septembre 2001	Droits antidumping sur le silicium métal en provenance du Brésil	En cours
Mai 2002	Mesures de sauvegarde définitive à l'importation de certains produits en acier	Victoire du Brésil
Mars 2002	Protection des producteurs d'oranges et de pamplemousses de Floride	Retrait après accord mutuel hors cadre de l'OMC
Septembre 2002	Subventions concernant le coton	Victoire du Brésil

7. Le danger sur l'implantation des entreprises américaines en Amérique latine du fait des nationalisations

Le 1er mai 2006, à travers le décret suprême n° 28701, le président bolivien Evo Morales a nationalisé les hydrocarbures. A compter de cette date, les 26 compagnies étrangères - dont Petrobras (Brésil), Repsol (Espagne), Total (France), ExxonMobil (Etats-Unis) - présentes dans le pays passent sous le contrôle de la compagnie nationale YPFB (Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos), qui se chargera du transport, du raffinage, de la commercialisation et de la transformation du pétrole et du gaz. La répartition des revenus pour les champs les plus productifs – plus de 2,8 millions de mètres cubes de gaz par jour - se fera sur la base de 82 % pour l'Etat et 18 % pour l'entreprise concessionnaire - exactement l'inverse du partage jusque-là en vigueur - et, pour les champs moins importants, ne pourra être inférieure à 51 % en faveur de l'Etat.

Soutenues à des degrés divers par leurs gouvernements de centre gauche, les multinationales brésilienne Petrobras (qui contrôlait directement 25 % des réserves de gaz bolivien) et espagnole Repsol, pour ne citer qu'elles, ont réagi très violemment, menaçant de recourir aux accords internationaux de protection

réci-proque des investissements pour défendre leurs intérêts. Sur un autre plan, et fût-ce en termes diplomatiques, les présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Nestor Kirchner (Argentine), dont les pays importent du gaz bolivien à des tarifs inférieurs aux prix internationaux - plus de 90 % de la consommation brésilienne de gaz dépend de ces livraisons -, s'émeuvent de l'augmentation annoncée des prix.

Avec cette mesure, la Bolivie, nation la plus pauvre d'Amérique latine, devient le premier pays à nationaliser ses hydrocarbures au XXI^e siècle. A une nuance près : sans jamais employer le mot « nationalisation », le Venezuela s'est déjà livré à la même opération, obligeant les 32 multinationales présentes sur son territoire à accepter de nouvelles règles du jeu, avant le 31 mars 2006, en payant davantage d'impôts et en se fondant dans des entreprises mixtes dans lesquelles la compagnie nationale PDVSA détient la majorité.

On se s'étonnera pas de retrouver ces deux pays, en compagnie de Cuba, au cœur de la création de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), accord « anti-impérialiste » cherchant une intégration latino-américaine prenant en compte les énormes défis sociaux, sur la base de la solidarité, de la coopération, de la complémentarité et... du respect de la souveraineté nationale.

Le Venezuela veut nationaliser tout le secteur de l'électricité, y compris le numéro un du pays, la compagnie Electricidad de Caracas, dont le groupe américain AES Corp est l'actionnaire majoritaire, a fait savoir le nouveau ministre de l'Economie Rodrigo Cabezas. En janvier 2007, sans entrer dans les détails, le président Hugo Chavez, réélu le mois dernier pour six ans à la tête de l'Etat, a annoncé la prochaine nationalisation du secteur énergétique. Pressé de questions à propos du sort d'Electricidad de Caracas, Rodrigo Cabezas a confirmé dans une interview à la télévision d'Etat que tout le secteur serait concerné par les nationalisations.

Le ministre a également averti que son pays pourrait nationaliser d'importants projets pétroliers dans le bassin de l'Orénoque, dans l'est du pays, en cas d'échec des discussions engagées avec les compagnies étrangères en vue d'une prise de contrôle de ces projets par l'Etat. Parmi les compagnies concernées figurent la française Total et les américaines Exxon Mobil, Chevron et Conoco Phillips.

TROISIEME PARTIE : DES RAISONS OBJECTIVES A CETTE SITUATION

1. Le paradoxe entre les doctrines de Monroe et de Wilson

Il existe un paradoxe entre la tutelle commerciale et politique qu'exercent les Etats-Unis sur l'Amérique latine depuis Monroe et Roosevelt et le rejet des puissances coloniales (Royaume-Uni, France et Espagne) d'une part, et d'autre part le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le triomphe de la démocratie chères à Wilson.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui les héritiers de ces deux doctrines fondamentales : le réalisme représenté par Théodore Roosevelt (Président de 1901 à 1909) et provenant du président Monroe, et l'idéalisme du Président Woodrow Wilson (Président de 1913 à 1921).

Le dixième président des Etats-Unis, Théodore Roosevelt, avait une vision dite réaliste (c'est-à-dire : voir les choses telles qu'elles sont) des relations internationales : il considérait que les états étaient des entités égoïstes défendant avant tout leurs intérêts, par la force si besoin. Th. Roosevelt reprenait le concept de « destinée manifeste » afin de justifier l'expansionnisme et l'interventionnisme des Etats-Unis hors de ses frontières. Ainsi, en 1904, par ce qu'on appelle le corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe, il affirmait le devoir des Etats-Unis à intervenir dans la zone des Caraïbes et de l'Amérique Latine quand leurs intérêts seraient menacés. *« L'injustice chronique ou l'impuissance qui résulte d'un relâchement général des règles de la société civilisée peut exiger, en fin de compte, en Amérique ou ailleurs, l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des Etats-Unis à la doctrine de Monroe peut forcer les Etats-Unis, même à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international. »¹*

Roosevelt tenait un discours reposant sur l'idée de puissance, évoquant un « pouvoir de police internationale » pour réprimer les déviances, mais non pour propager le modèle américain. Jusqu'à nos jours, les réalistes ont toujours réclamé le statu quo

¹ Message au Congrès du 6 décembre 1904

international (l'équilibre des forces), ne cherchant pas à changer l'ordre du monde à leur profit. Théodore Roosevelt pratiqua une politique d'investissements, la « diplomatie du dollar » (surtout utilisée par son successeur William H. Taft) et de menaces (« Big Stick ») pour faire triompher les intérêts américains dans leur zone d'influence (Caraïbes et Amérique Latine).

Le Président W. Wilson pour sa part avait une vision idéaliste des relations internationales (voir les choses telles qu'elles devraient être, telles que l'on souhaiterait qu'elles soient). En effet, pour lui, les relations internationales devaient être harmonieuses et pacifiques grâce à l'obéissance des états à des règles de droit international et à un ordre garanti par des organisations supranationales : « Il doit y avoir, non pas un équilibre des puissances, mais une communauté des puissances ; non pas des rivalités organisées, mais une paix commune organisée » (Discours du 22 janvier 1917 au Sénat, Wilson). Wilson remettait en cause la diplomatie européenne traditionnelle, reposant notamment sur le secret. Internationaliste convaincu, il croyait en la coopération des états, au multilatéralisme : les prises de décision en matière d'action extérieure devaient être prises en consultation avec la communauté internationale et/ou reposer sur une action commune. *« C'est principalement l'idéalisme wilsonien qui a imprimé son rythme à la politique américaine depuis sa présidence historique, et qui l'inspire aujourd'hui encore. »*²

Contrairement aux réalistes, les idéalistes tiennent un discours fondé sur la morale, revendiquant un changement du monde à leur image, afin de le faire progresser. L'Amérique est perçue comme le meilleur modèle démocratique du monde, la démocratie libérale, qui s'appuie sur les libertés publiques, mais aussi l'économie de marché.

A la même époque (années 1920-1930), l'Union Soviétique naissante se construisait sur une idéologie à vocation universelle dont les valeurs étaient fondamentalement différentes et opposées à celles des Etats-Unis : athéisme, démocratie populaire, communisme, et rejet de l'économie de marché. Cette opposition idéologique sur la vision du monde de l'URSS et des USA est essentielle à une bonne compréhension de la vision du monde des Etats-Unis durant la Guerre Froide, de 1947 à 1991.

Enfin, pour affirmer ses positions, Wilson reprenait les théories de Kant, selon

² Henry Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, 1996

lesquelles les démocraties ne se font pas la guerre. Le modèle démocratique américain était donc considéré comme le plus vertueux, garant de liberté, prospérité et sécurité : « *L'Amérique est la seule nation idéale dans le monde [...] L'Amérique a eu l'infini privilège de respecter sa destinée et de sauver le monde [...] Nous sommes venus pour racheter le monde en lui donnant liberté et justice.* »³

2. L'expansion commerciale des Etats-Unis dans le continent

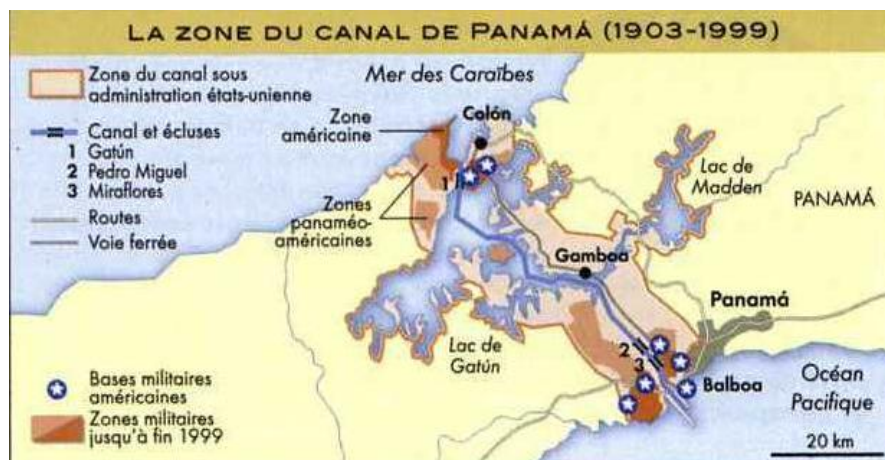
L'affirmation progressive de la puissance commerciale dominante des Etats-Unis dans le continent américain est une réalité depuis le XIX^e siècle. Ceux-ci ont donc bâti avec l'Amérique latine un système de relations asymétriques, d'abord sur le plan diplomatique et militaire, ensuite sur le plan économique. Sur le plan économique, il leur fallait soutenir l'expansion de leurs entreprises et de leurs intérêts financiers, trouver les approvisionnements dont leur économie avait besoin et qu'elle ne pouvait fournir (produits tropicaux, matières premières, pétrole) et, en concurrence avec les puissances européens essentiellement, trouver des débouchés pour leurs produits agricoles et industriels.

Depuis la première concession obtenue du Costa Rica en 1878, la United Fruit Company (UFCo) s'est taillé un empire bananier sur les côtes atlantiques de l'Amérique centrale (ainsi que de la Colombie et du Venezuela). Ses millions d'hectares et ses propriétés forment de véritables royaumes indépendants. Il s'agit d'en défendre les intérêts. Sous la tutelle inspirée de ce qu'ils appellent leur *goodwill* (leur bonne volonté), les Etats-Unis interviennent diplomatiquement et militairement, de leur propre autorité dans les questions intérieures de ces républiques. Il s'agit certes de nations turbulentes, vivant souvent dans un état d'anarchie chronique et de désordre financier. Seulement, outre la défense de leurs intérêts économiques, ils entendent, dans cette région, s'assurer la possession d'un futur canal reliant l'Atlantique au Pacifique. La Colombie faisant trop attendre son consentement aux conditions qu'ils ont posées pour la cession, « *pour cent ans* », de cette future voie d'eau dans la province de Panamá, les Etats-Unis en favorisent la sécession, en 1903. En échange de 10 millions de dollars, le traité Hay-Brunau-Varilla du 18 novembre leur concède l'usage à perpétuité du canal et d'une zone de 8 kilomètres sur chacune de ses rives, ainsi que la totale souveraineté sur cet ensemble. Un traité d'alliance

³ in Bernard VINCENT, *La Destinée Manifeste*, Messène, Paris, 1999

conclu en 1926 aggrave les servitudes. Son article 6 confère des droits spéciaux à Washington en temps de guerre, faisant virtuellement du Panamá, du point de vue militaire, un nouvel Etat de l'Union.

C'est cependant au Nicaragua que la « diplomatie du dollar » exerce le plus sa mainmise. Il s'agit là aussi de s'assurer la possession du futur canal interocéanique, dont l'emplacement définitif n'est pas encore déterminé. Après un premier débarquement en 1853 pour « protéger la vie et les intérêts des citoyens américains », les marines font leur réapparition en 1912 pour briser la résistance des libéraux, qui refusent de contracter aux Etats-Unis un emprunt entraînant l'établissement, par ceux-ci, du contrôle financier du Nicaragua. Installé au pouvoir, le président Adolfo Diaz contracte le fameux emprunt en donnant les recettes douanières comme garantie et en acceptant un contrôleur général américain des douanes, nommé par les banquiers de New York avec l'approbation du département d'Etat. De là date l'installation à Managua d'une garnison américaine maintenue pendant treize ans, de 1912 à 1925. Entre-temps, en 1914, le traité Bryan-Chamorro a donné aux Etats-Unis des droits exclusifs quant à la construction du canal. Les marines entrent à nouveau en scène en 1927, après que le conservateur Emiliano Chamorro, leur protégé, eut repris le pouvoir par un coup de force. Il faudra la longue lutte d'Augusto Cesar Sandino pour les faire repartir en 1932. Durant cette période, les Etats-Unis ont créé une garde nationale dont le « jefe director » sera un marine jusqu'en 1932, avant que soit passé le flambeau au général Anastasio Somoza.



Au Honduras, les Etats-Unis sont intervenus en 1903, 1905, 1919 et 1924 pour « rétablir l'ordre » (surtout celui de la United Fruit et des compagnies exploitant les

territoires, les mines et les forêts).

En 1915, les Etats-Unis imposent un protectorat de fait à la République d'Haïti. Débarqué à la tête d'une force expéditionnaire à Port-au-Prince, l'amiral William B. Caperton imposa au gouvernement une convention dont les clauses, en apparence légales et volontairement consenties, livraient l'administration civile et militaire, les finances, les douanes et la banque d'Etat (remplacée par la National City Bank) aux mains des Américains. Pour briser la résistance, il proclama la loi martiale sur toute l'étendue du territoire. Même loi martiale en République dominicaine, où la Convention du 8 février 1907 permet aux Américains d'administrer les douanes et d'en distribuer les recettes aux créanciers étrangers.

Certes, à cette politique du « gros bâton », le démocrate Franklin D. Roosevelt va substituer en 1934 celle du *good neighbourhood* (bon voisinage). La Conférence pour le maintien de la paix (Buenos Aires, 1936) et la huitième Conférence des Etats américains (Lima, 1938) réaffirment la souveraineté absolue de chaque pays. Ce revirement américain ne suffit pas à faire oublier les décennies passées. Si les Etats-Unis ont une mémoire sélective et oublient assez facilement les épisodes qui ne leur sont pas spécialement favorables, le souvenir sud-américain des périodes de domination par les Etats-Unis est encore vivace et alimente leur ressentiment.

3. Soutien américain aux gouvernements anti-communistes

Le soutien américain aux gouvernements et aux mouvements anti-communistes d'Amérique latine a été assuré depuis 1947 grâce aux actions de la central intelligence agency. Son rôle dépasse le simple domaine du renseignement : elle est appelée à intervenir là où la diplomatie s'avère insuffisante et l'action militaire contre-indiquée. Manœuvres de guerre psychologique, financement des partis politiques favorables aux Etats-Unis, provocations, actions contre les syndicats ou les oppositions, soutien aux coups d'états, entraînement de mercenaires ou de bandes armées : les opérations spéciales et secrètes se sont multipliées sans discontinuer depuis le début des années 1950.

Politiques, économiques, ou les deux à la fois, les objectifs de la CIA se rassemblent sous une dénomination unique : la lutte contre le communisme. Mais, lors du renversement militaire du gouvernement du Guatemala, en 1954, le numéro un de la CIA Allen Dulles siège également au conseil d'administration de la United Fruit dont

les intérêts sont menacés par la réforme agraire qu'a entreprise le gouvernement guatémaltèque. On a tout naturellement retrouvé la CIA en première ligne à Cuba (épisode de la Baie des cochons en 1961, en particulier) puis au Chili. Son implication dans le coup d'Etat de 1973 qui a renversé le régime socialiste de Salvador Allende provoque le vote de l'amendement Hugh-Ryan en 1974 : ses opérations clandestines à l'étranger nécessiteront désormais le feu vert du président et l'information du Congrès. Sous l'administration de M. Ronald Reagan et dirigée par M. George Bush, la centrale revient sur le premier plan de la scène en menant une politique résolument belliciste en Amérique centrale. Par l'intermédiaire des contras, elle dirige la guerre faite aux sandinistes au Nicaragua, multiplie les opérations clandestines au Salvador et utilise les services du général Manuel Noriega au Panamá, n'hésitant pas à fermer les yeux sur son implication dans le trafic de drogue.

Les scandales de l'Irangible (financement des contras par la vente d'armements à l'Iran) et de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), banque privilégiée de l'Agence mais aussi du Cartel de Medellin, jettera la CIA dans l'œil du cyclone. Les révélations faites, pendant l'administration Clinton, sur l'enseignement de la torture à divers organismes policiers, militaires et d'espionnage du continent à travers ses manuels, ses agissements dénoncés au Guatemala (où elle emploie et couvre des tortionnaires), achèvent de discréditer l'agence. La guerre froide se terminant faute de combattants, la CIA s'oriente vers la collecte d'informations économiques, la protection des intérêts de « l'Empire » sur les marchés émergents, la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic. Alors que, partout en Amérique latine, les lois d'amnistie protégeant les anciens dictateurs sont remises en cause par la justice (nationale et internationale), la CIA peine toutefois à échapper à son passé. En août 2000, elle s'oppose à l'ouverture d'archives révélant son rôle dans le coup d'Etat du général Pinochet, au Chili.

4. Déficit de compréhension du fait nationaliste sud-américain

Les latino-américains sont fondamentalement attachés à l'idée de nation alors que celle-ci tend à se diluer sur les autres continents sous l'effet de la création de communautés économiques ou politiques et de la mondialisation des idées aussi bien que des marchandises. Il n'y a rien de tel dans une Amérique latine où l'époque coloniale n'a pas été oubliée. Le nationalisme repose d'abord sur la volonté de

défendre le territoire contre toute menace d'intervention étrangère, fût-elle proche ou lointaine. Les conflits provoqués par les contentieux frontaliers sont là pour le rappeler et si l'on préfère avoir recours à la négociation aujourd'hui pour les résoudre, ils demeurent présents dans les esprits et ils justifient l'importance relative des crédits militaires dans la plupart des pays. Les manuels d'histoire sont remplis de récits de victoire contre les colonisateurs et contre les ennemis de toute origine géographique. Les tableaux et les statues des chefs militaires et politiques qui sont entrés dans l'histoire abondent dans chaque pays aux côtés des saints de l'Eglise catholique, les hymnes nationaux sont écoutés avec un ferveur qui a tendance à se perdre dans certains pays occidentaux ; enfin, la primauté nationale demeure le fondement de la politique étrangère au sein des institutions de coopération politique ou économique.

La tentation d'une dérive du nationaliste vers le populisme est une autre caractéristique de la vie publique. Le populisme se nourrit aussi de la xénophobie qui vise à imputer aux autres la responsabilité des crises sociétales. Elle se manifeste davantage en Amérique du sud qu'en Amérique centrale avec entre autres Nestor Kirchner qui s'en prend régulièrement au FMI et aux Etats-Unis. On retrouve les mêmes errements en Equateur, en Bolivie ou au Pérou où ce sont les compagnies pétrolières et gazières qui sont dans la ligne de mire d'une presse généralement inféodée au pouvoir. Mais c'est à Caracas que la xénophobie atteint son apogée. Le chef de l'état bolivarien multiplie les attaques contre les entreprises américaines associées à PDVSA à qui il réclame le reversement de centaines de millions de dollars parce que leurs bénéfices ont augmenté. Il s'en prend aux banques américaines (et espagnoles) à IBM, à Microsoft, à tout ce qui n'est pas national, mais en priorité, à tout ce qui est américain.

Mais surtout, les peuples sud-américains recherchent leur fierté perdue. En effet, le rêve de Bolivar d'une grande nation s'est vite écroulé et depuis 1824, les états du sud du continent voient s'étendre la domination des Etats-Unis, qui remplace de fait celle de l'Espagne. Ils n'ont pas encore atteint leur maturité politique et souhaitent aujourd'hui prendre leur véritable indépendance, politique, énergétique, stratégique. Ceci est le véritable fondement du réveil nationaliste latino-américain. Les Etats-Unis ont, jusqu'à présent, tenté d'y répondre en assurant leur prééminence par tous les moyens possibles et sont maintenant devant une situation où gronde un anti-

américanisme qu'ils ne comprennent pas puisqu'il accompagne une démocratisation certaine de la région.

5. Désenchantement après la phase de néolibéralisme

Depuis les années 1980, l'Amérique latine subit une série de crises économiques conjoncturelles. Les institutions internationales, et en premier lieu le FMI, sont souvent associées aux Etats-Unis par les populations locales dans la responsabilité qu'elles portent dans la résolution de ces crises.

Le renversement des politiques économiques sud-américaines, qui résulte la manifestation de choix économiques et sociaux, conséquences de mauvaises situations financières, s'est accompagné d'une soumission certaine aux institutions financières et économiques internationales. Celles-ci en effet soumettent leurs prêts éventuels à l'adoption de politiques dites d'ajustement. Elles ont pour principal support et objectif la réduction drastique des dépenses publiques et comme instrument la privatisation la plus complète possible des entreprises et des services.

En 1981, la dette du Mexique s'élève à 80 milliards de dollars, la deuxième du monde. Les conditions de vie des travailleurs mais également d'une bonne part des classes moyennes se détériorent. Le président Salinas engage à cet effet des négociations avec ses créanciers qui aboutissent à la réduction du nominal de la dette commerciale et à un nouvel rééchelonnement plus supportable pour l'économie mexicaine. Cependant certains experts nord-américains ont calculé qu'en 10 ans, le Mexique avait déboursé 118 milliards de dollars sans que la dette ait diminué. Il engage également une très vaste campagne de privatisations.

Après l'adhésion du Mexique au GATT, l'aboutissement de cette démarche est la signature le 12 août 1992 du traité de commerce avec les Etats-Unis et le Canada. L'intégration est particulièrement marquée pour le Mexique. Déjà, au début des années 90 les Etats-Unis représentent 83% des exportations et 70% des importations mexicaines. Sous la mandature du président Salinas de Gortari, l'intégration du Mexique au système commercial des Etats-Unis et les choix libéraux du gouvernement sont accentués. L'ALENA entre en vigueur le 1er janvier 1994. Le traité prévoit de supprimer progressivement les barrières douanières entre les 3 états membres en attendant de s'ouvrir à d'autres partenaires comme le Chili. Le traité facilite également la circulation des capitaux. C'est ainsi que les firmes nord-

américaines ont désormais le droit d'investir dans les services portuaires ou le secteur énergétique mexicains. En revanche, la circulation de la main d'œuvre demeure soumise à contrôle : des accords complémentaires au traité prévoient d'organiser et de réguler l'immigration mexicaine aux Etats-Unis.

Au Pérou, la conjonction des ratées de l'Ancien système hérité de la période nationale et la mise en œuvre des mesures de libéralisation du début des années 80 entraîne une crise sociale sans précédent : 70% des habitants vivent dans la pauvreté. Le Président Alan Garcia tente en 1984 de mener une politique en dehors des exigences du FMI et va même jusqu'à nationaliser les banques. Il se heurte alors à une campagne de presse qui lui aliène les classes moyennes. En décembre 1987, Garcia se soumet et adopte une série de mesures conformes aux injonctions du FMI : dévaluation sélective et sévère politique salariale, sans pour autant se concilier les bonnes grâces des conservateurs. Dans un climat alourdi par la guérilla du Sentier Lumineux et du Tupac Amaru, c'est un candidat sans parti mais doué d'un sens certain de la manipulation et de la démagogie, Alberto Fujimori, qui accède à la présidence contre la gauche socialiste et la droite libérale. Cependant Fujimori accepte le plan d'ajustement draconien du FMI. Face au mécontentement populaire, Fujimori s'appuie sur l'armée pour faire passer de force un programme très libéral de privatisations, d'ouverture commerciale et d'appel aux investissements étrangers. Le programme économique est poursuivi tandis que le régime est de plus en plus soutenu par l'armée et les services secrets (qui luttent sans merci contre la guérilla) alors que le trafic de drogue devient une activité importante du pays. Cette situation contribue au rejet des Etats-Unis considérés par les Péruviens comme la cause des malheurs du pays.

L'Argentine est à bien des égards un cas d'école. De 1989 à 2001, elle a suivi à la lettre toutes les recommandations du FMI. Profitant du mécontentement social hérité des années 1980, les péronistes emportent les élections en mai 1989. Mais le président Carlos Menem va, conformément aux injonctions du FMI, engager le pays dans la voie de la déréglementation et des privatisations. En moins de deux ans, le commerce extérieur est entièrement libéralisé, le contrôle des changes est supprimé. En mars 1991, le ministre des Finances Cavallo établit la libre convertibilité de l'austral et du dollar. L'orthodoxie libérale est récompensé par le retour des crédits des institutions financières internationales. Le taux d'inflation chute de 4521% en 89

à 3,0% en 1994. Buenos Aires devient une place financière importante. On parle alors de la remarquable réussite de l'Argentine libérale, citée comme exemple par les experts des institutions internationales.

Le FMI exige la privatisation de la Banque centrale et l'ajustement des finances provinciales, le démantèlement des œuvres sociales gérées par les syndicats. Mais en décembre 2001, c'est encore la question de la dette qui va provoquer une crise sans précédent, crise financière (la fuite massive des capitaux puis tentative du gouvernement d'interdire les retraits bancaires à la population) et crise sociale (émeutes généralisées qui font 30 morts) et politique après la démission des ministres des Finances successifs, démission de deux présidents en quelques semaines.

Encore une fois, pour les populations locales, la responsabilité des Etats-Unis est identique à celle des institutions internationales. Que ce sentiment soit fondé ou non, il est très réel et participe de la rancœur générale des populations sud-américaines à l'encontre de leur voisin du nord.

6. Les facteurs aggravants

Il existe de plus des facteurs aggravants qui peuvent soit détourner les Etats-Unis de leur perception de la menace de déstabilisation en provenance du sud du continent. Premièrement, leur attention est focalisée sur la lutte mondiale contre le terrorisme et leur engagement au Moyen-Orient, ensuite, ils font face à un sentiment nouveau de cohésion, certes relative mais néanmoins réelle, sud-américaine, et enfin il existe un risque de déstabilisation supplémentaire en raison des liens entre Cuba et la révolution bolivarienne.

La Communauté sud-américaine des nations (CSN) qui est née en décembre 2004 dans la ville andine de Cuzco, au Pérou, met en forme le rêve des grands libérateurs comme Simon Bolivar et José de San Martin qui voulaient construire, sans frontière, la Grande patrie américaine. Cette communauté regroupe les 5 pays andins (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), les 4 du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), plus le Chili, le Guyana et le Surinam.

« Ce nouveau bloc s'inspire de la manière dont l'Union Européenne s'est forgée », a expliqué le chancelier péruvien Manuel Rodriguez. « Nous serons 361 millions d'habitants, précise-t-il, avec un produit Intérieur Brut de 973 milliards de dollars et des ressources importantes en pétrole, gaz, minerais et eau douce. La superficie de

ce nouveau bloc dépasse les 17 millions de km², ce qui représente 85 % de l'Amérique latine et des Caraïbes et environ 45 % du continent Américain. La Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) sera donc la communauté la plus importante d'Amérique latine »

Les pays de cette région se sont fixé comme objectif l'unité politique et commerciale mais aussi l'intégration physique et énergétique. Pour cela les présidents sud-américains sont convenus d'un cadre de travail appelé Initiative d'intégration régionale sud-américaine (IIRSA) qui compte 300 projets d'une valeur de 37 milliards de dollars. Il s'agit de réaliser dans un premier temps, entre 2005 et 2010, 31 projets qui représentent un investissement de 4,3 milliards de dollars.

Cette communauté veut se doter, comme l'Union européenne, d'outils et d'institutions communautaires supra-nationales. « Tôt ou tard, a déclaré Alejandro Toledo le président du Pérou, nous aurons une monnaie unique et un seul passeport. Tôt ou tard, nous aurons un parlement avec des représentants élus directement par cette nation qu'aujourd'hui nous créons ». Dans un même enthousiasme, le président du Brésil, Lula da Silva, a souligné lors de son discours inaugural que « cette nouvelle communauté ne sera pas purement rhétorique et qu'il faudra engager toutes les négociations possibles pour que le rêve de Simon Bolivar se concrétise dans les prochaines années ».

Les premières mesures concrètes de cette nouvelle communauté passeront par l'élimination des barrières douanières, l'ouverture des marchés intérieurs et le développement de projets communs. En effet, les communications entre les pays sont mauvaises. Par exemple : il n'existe pas d'autoroutes reliant les capitales entre elles, les vols intérieurs sont chers et peu nombreux, le chemin de fer inexistant ou excessivement lent et ancien. Le Brésil et le Pérou ont fait le premier pas en signant un accord bilatéral pour la construction d'une autoroute reliant l'Atlantique au Pacifique.

Le 2 décembre 1961, Fidel Castro, au pouvoir alors depuis près de trois ans, proclamait que la révolution cubaine était socialiste et adhérait au marxisme-léninisme. Cuba devenait un bastion communiste. En avril 2005 à La Havane, Hugo Chavez définissait ainsi sa révolution : « Nous l'appelons bolivarienne, mais c'est du socialisme. Nous devons réinventer le socialisme. Je renie la notion de révolution

démocratique et je mise sur celle de démocratie révolutionnaire... La démocratie représentative fut un piège au Venezuela ». « Tous unis, reprenant le cri de Marx aux prolétaires du monde, unissez-vous ! » lançait ensuite Hugo Chavez, prophétisant que le XIX^e siècle serait le siècle de l'Amérique latine. Se proclamer socialiste et citer Marx à Cuba, au théâtre Karl Marx de La Havane, devant Fidel Castro et des milliers de notables du Parti communiste cubain n'a pas la même portée idéologique que se dire socialiste à Paris, Madrid ou Berlin. A moins que ne l'ait emporté sa verve oratoire, Hugo Chavez semble désormais pencher vers un socialisme révolutionnaire -et non réformateur- d'ordinaire associé à une organisation collectiviste de la société. Tant Fidel Castro que Hugo Chavez ne cessaient pourtant, après leur arrivée au pouvoir, de nier toute attirance vers le communisme. Contrairement à Castro, Chavez n'a toutefois pas remis en question le pluralisme politique. Son hostilité aux Etats-Unis pourra sans doute l'entraîner aussi dans le choix de la radicalisation.

Après quatre visites du président Chavez à Téhéran, ce fut au tour du président iranien de rendre visite à son « frère » vénézuélien. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad est resté moins de vingt-quatre heures au Venezuela, mais il ne pouvait commencer sa tournée sud-américaine que dans le pays de Chávez. L'an passé, le président vénézuélien était l'un des rares chefs d'Etat à soutenir le programme nucléaire iranien face à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux Etats-Unis et à l'essentiel de la communauté internationale. Le cœur de l'alliance stratégique entre les deux hommes est, bien sûr, la lutte contre l'hégémonie américaine et l'administration Bush, seul point commun idéologique entre la «révolution bolivarienne» et la «révolution islamique». Comme l'a expliqué Chávez : «Nous pouvons dire que nous sommes une seule et même patrie... au fond, une seule révolution.»

Selon l'analyste politique Alberto Garrido, les deux pays sont même prêts à utiliser l'arme du pétrole contre les Etats-Unis : «Chávez et Ahmadinejad ont tous deux promis de couper le robinet de pétrole en cas d'agression, et ils envisagent de ne plus facturer le brut en dollars mais en euros.». Les deux pays vont ainsi créer une entreprise mixte entre leurs géants pétroliers respectifs PDVSA et Petropars, afin de développer, d'exploiter et de commercialiser du brut à l'international. Et les deux Présidents ont aussi promis d'œuvrer au sein de l'Organisation des pays exportateurs

de pétrole (Opep) pour une baisse des quotas de production afin de faire cesser la baisse des cours du baril. Une baisse qui frappe de plein fouet l'Iran et le Venezuela, respectivement quatrième et neuvième producteurs mondiaux de brut.

Après les onze accords bilatéraux conclus en juillet à Téhéran et les trente-six signés lors de son premier passage à Caracas, en septembre, pour 2 milliards de dollars, les deux hommes ont conclu onze nouveaux accords. Ils concernent l'éducation et l'industrie au Venezuela, deux usines fabriquent déjà des voitures et des tracteurs irano-vénézuéliens en province.

Mahmoud Ahmadinejad a ensuite continué sa tournée latino-américaine chez les alliés de la gauche radicale de Hugo Chávez, signataires de l'Alternative bolivarienne des Amériques, concurrent de la Zone de libre-échange des Amériques, portée par les Etats-Unis, au Nicaragua de Daniel Ortega, à la cérémonie d'investiture du nouveau président équatorien, Rafael Correa où il a également rencontré le chef d'Etat bolivien, Evo Morales.

CONCLUSION

Y a-t-il des réponses possibles à la situation qui menace les Etats-Unis ? Aujourd'hui, quoiqu'en disent certains gouvernements sud américains, ces pays ont besoin des Etats-Unis et il est donc de leur intérêt de ne pas détruire les relations avec eux, mais leurs réactions ne sont pas toujours rationnelles et leur idéologie peut être dangereuse pour la stabilité régionale.

De son côté, le président Bush doit reprendre la main dans le jeu continental. La politique internationale des Etats-Unis avait délaissé l'Amérique latine depuis l'accession de Georges W. Bush à la Maison-Blanche. Après avoir accordé la priorité à la lutte contre l'« axe du mal », le président américain ne doit pas oublier que cette région du monde doit demeurer dans la zone d'influence traditionnelle des Etats-Unis.

Après le demi-échec de la ZLEA rejetée par un grand nombre des états sud-américains, le gouvernement américain doit reprendre la main dans son pré carré. La visite de Georges W. Bush de mars 2007 dans la région s'inscrit dans cette optique, il s'agit de consolider sinon de retendre les liens entre les deux blocs du continent dont les deux pôles s'accordent à constater le relâchement.

Diverses logiques s'affrontent actuellement sur le continent américain, une logique économique, une logique idéologique et une logique énergétique. Au delà des alliés traditionnels des Etats-Unis que sont le Mexique, la Colombie et le Paraguay, le Brésil et dans une moindre mesure le Chili peuvent jouer le rôle de pivot afin de reprendre pied dans la région. Il est important de ne pas dégrader un environnement déjà déstabilisé par les visions bolivariennes d'Hugo Chavez et l'axe Cuba-Venezuela-Bolivie.

Il semblerait qu'aujourd'hui, le gouvernement américain souhaite renouer avec une politique plus réaliste en essayant de sortir le Brésil du camp des contestataires potentiels, en lui reconnaissant son rôle dans la région et dans l'économie mondiale que lui confère son cinquième rang mondial en termes de superficie et de population.

Le président Bush ne pourra pas négliger une aide économique dans une optique moins unilatérale. C'est certainement dans ce sens que les Etats-Unis ont signé à Sao Paulo un pacte sur l'énergie visant à promouvoir le développement et la production d'éthanol alors qu'aujourd'hui, les Etats-Unis et le Brésil produisent 70% de

l'éthanol mondial. De même, le président américain a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 75 millions de dollars pour promouvoir la langue anglaise dans le sous-continent sud, et il a promis l'envoi d'un navire hôpital en juin prochain avec un objectif de soigner 85 000 personnes et d'assurer 1 500 interventions chirurgicales pour avenir en aide aux populations défavorisées.

Quoiqu'il en soit, la situation sud-américaine n'est pas dissociable de la situation mondiale, et en particulier, à cause de M. Chavez, des rapprochements entre des gouvernements latino-américain opposés aux Etats-Unis et d'autres gouvernement franchement hostiles à l'Amérique du nord étendent la problématique. Il est donc urgent pour les Etats-Unis de réagir et pour le gouvernement américain de s'investir plus volontairement dans le règlement de la crise qui, si elle couve encore pour l'heure, présente un risque fort de devenir rapidement incontrôlable.

La réponse actuelle semble fondée sur les relations bilatérales avec le Brésil. Ses résultats réorienteront certainement la politique américaine mais toujours est-il qu'à l'heure actuelle, la question latino-américaine apparaît de nouveau comme une des préoccupations importantes à Washington.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- CHAVEZ Hugo, *Le coup d'état fasciste contre le Venezuela*, La Havane ;Plaza, 2003
- DABENE Olivier, *Atlas de 'Amérique latine*, Paris ; Autrement, 2006.
- DOREL Gérard. *Atlas de l'empire américain*, Paris ; Autrement, 2006.
- GAUCHON Pascal, GERVAISE Yves, *Le nouveau monde, géopolitique des Amériques*, Paris ; Presses universitaires de France, 2005
- THEYSSET Edouard, *L'état de l'Amérique latine*, Paris ; Ellipses, 2006

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- ARMENGAUD J-H., MEURISSE F., « Chavez à l'aise pour un troisième mandat », *Libération*, 2-3 décembre 2006.
- VAUX Frédéric, « Daniel Ortega se rapproche du pouvoir au Nicaragua » « Le cauchemar de Washington », *Le Figaro*, 7 novembre 2006.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- DORSHNER Lt-Col J., « The bolivarian revolution », *Proceedings*, N°132/6, juin 2006.
- GANDY Colonel B.A., « The bolivarian revolution », *Proceedings*, N°132/5, mai 2006.

SITES INTERNET

- www.ehess.com
- www.fr.news.yahoo.com
- www.geostrategie.com.
- www.handsoffvenezuela.org
- www.latinreporters.com
- www.lemonde.fr/web
- www.lexpress.fr/info
- www.liberation.fr
- www.monde-diplomatique.fr
- www.narconews.com
- www.opednews.com
- www.risal.collectifs.net
- www.venezuelanalysis.com
- www.voltairenet.org

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : L'EMPRISE HISTORIQUE SUR LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'AMERIQUE LATINE	2
1. La libération des tutelles européennes	2
2. La doctrine Monroe	3
3. La guerre froide	5
DEUXIEME PARTIE : LES MENACES ACTUELLES CONTRE LES ETATS-UNIS ET LEUR PREEMINENCE EN AMERIQUE LATINE	7
1. Une forte instabilité politique	7
2. La révolution Bolivarienne	8
3. Le trafic de drogue	11
4. La pauvreté, facteur de déstabilisation sociale, économique et politique, et d'immigration vers les Etats-Unis	13
5. Le Mercosur et le projet de zone de libre-échange des Amériques	17
6. Une puissance régionale émergente : le Brésil	20
7. Le danger sur l'implantation des entreprises américaines en Amérique latine du fait des nationalisations	22
TROISIEME PARTIE : DES RAISONS OBJECTIVES A CETTE SITUATION	24
1. Le paradoxe entre les doctrines de Monroe et de Wilson	24
2. L'expansion commerciale des Etats-Unis dans le continent	26
3. Soutien américain aux gouvernements anti-communistes	28
4. Défaut de compréhension du fait nationaliste sud-américain	29
5. Désenchantement après la phase de néolibéralisme	31
6. Les facteurs aggravants	33
CONCLUSION	37
BIBLIOGRAPHIE	39
TABLE DES MATIERES	40